

Le secteur nucléaire s'interroge sur les incertitudes de l'après-dissolution

Elsa Bembaron

Les acteurs de la filière nucléaire font profil bas. Ils préfèrent éviter d'attirer l'attention sur un secteur qui s'inscrit dans le temps long. Les changements de majorité gouvernementale, et de cap, ne font pas bon ménage avec les stratégies industrielles conçues sur des décennies. Sous couvert d'anonymat, des acteurs du secteur se rassurent en mettant en avant le consensus national autour de l'atome. Le nucléaire civil connaît un véritable retour en grâce dans l'opinion publique française et dans une bonne moitié des pays de l'Union européenne.

« La filière a besoin d'un soutien continu des pouvoirs publics sur le long terme, d'une continuité d'action », alerte Valé-

rie Faudon, directrice générale de la Société française d'énergie nucléaire (Sfen). Une partie des incertitudes actuelles figurent en réalité au passif de l'actuelle majorité et pas uniquement à cause de la dissolution inopinée. L'absence de programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE), qui aurait dû être actée en juin 2023, vient aggraver la situation. « Sans un cadre légal clair, EDF risque d'avoir du mal à boucler ses financements », alerte un expert du secteur.

Un programme déjà engagé

EDF a déjà engagé quelque 3 milliards de dépenses liées au programme nouveau nucléaire pour financer des études, l'achat de terrains, passer des contrats auprès de sous-traitants, embaucher... Le décret autorisant le début des travaux de terrassement sur le site de Penly (Sei-

ne-Maritime) qui doit accueillir les premiers EPR2 vient d'être publié. Mais il manque un second décret d'autorisation de travaux en mer, certes moins important mais malgré tout nécessaire, qui devait être publié début juillet. Le sera-t-il en temps et en heure ? Rien ne permet aujourd'hui de l'affirmer.

Cet été, la direction interministérielle du nouveau nucléaire (DINN) devait valider avec EDF le design des réacteurs puis le nouveau coût du programme. La première estimation de 51,7 milliards d'euros est d'ores et déjà obsolète, la facture pourrait frôler les 70 milliards. Viendra ensuite le schéma financier qui devait être soumis à l'approbation de Bruxelles. Ce n'est qu'après le passage de toutes ces étapes que la décision finale d'investissement devrait être prise, fin 2024 début 2025. « Ce calendrier

aurait été plus facile à respecter dans un environnement politique stable », soupire un proche du dossier, qui espère que la DINN sera pérennisée.

L'actuel gouvernement a pris le parti de relancer l'atome avec le programme nouveau nucléaire annoncé par Emmanuel Macron en 2022 dans son discours de Belfort. Après avoir acté la construction de six réacteurs EPR, il a validé le 12 juin dernier celle de huit autres. Le premier d'entre eux devrait entrer en production en 2035, au plus tôt.

Le Nouveau Front populaire se garde bien de prendre parti sur le sujet. Et pour cause. Il est loin de faire l'unanimité dans ses rangs. Le PS et le PC sont en faveur de la relance du nucléaire quand EELV est réticent et LFI pour le moins incertain.

Au contraire, pour le RN, le programme du nouveau nucléaire n'est

pas assez ambitieux. Jordan Bardella prône une accélération. Il a évoqué 10 EPR2 en 2030, puis la construction de 20, voire 50, réacteurs supplémentaires. « On serait ravis d'accélérer mais il faut déjà commencer », commente Valérie Faudon de la Sfen. Difficile d'imaginer un brusque coup d'accélérateur pour une filière en plein renouveau. « Dix EPR2 en 2030 : ça n'a pas de sens », tranche un connaisseur du secteur. À lui seul, le défi des recrutements est immense. Le nucléaire emploie quelque 220 000 personnes en France et mise sur 100 000 embauches entre 2023 et 2030, dont 30 000 pour composer les départs à la retraite. Tous ces postes sont déjà difficiles à pourvoir. Faire davantage est irréaliste aux yeux de professionnels. ■